Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1894 — ROMA — Martedì 16 Gennaio — NUMERO 13

DIREZIONE nel palazzo del Ministero dell'Interno | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | AMMINISTRAZIONE in Via Larga, nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

		anno	semestre	trimestre
In Roma, presso l'Amministrazione:		L. 32	L. 17	L. 9
» a domicilio e nel Regno:		» 36	» 19	» 10
Per gli Stati dell'Unione postale:		» 80	» 41	» 22

Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. 10 — nel Regno cent. 15 — arretrato in Roma cent. 20 — nel Regno cent. 30 — all'Estero cent. 35. Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionalmente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

PARTE UFFICIALE

Nella mattina del dì 19 corrente mese, a cura del Governo del Re, sarà celebrato nella chiesa dei SS. Martiri (Pantheon) solenne ufficio, per l'anniversario della morte del **Re Vittorio Emanuele II, Padre della Patria.**

LEGGI E DECRETI

Il Numero 4 della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretato:

Articolo unico.

L'articolo 4° del Nostro decreto 8 giugno 1893, n. 377, è abrogato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, **mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.**

Dato a Roma, addì 4 gennaio 1894.

UMBERTO.

CRISPI.

Visto, *Il Guardasigilli*: CALENDA DI TAVANI.

Il Numero 711 della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'articolo V dello Statuto fondamentale del Regno;

Sulla proposta dei Nostri Ministri Segretari di Stato per le Poste ed i Telegrafi e per gli Affari Esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione sarà data all'accordo amministrativo, firmato in Roma il 2 novembre 1893 ed in Parigi il 28 ottobre stesso anno, fra il Ministro delle Poste e dei Telegrafi del Regno d'Italia ed il Direttore Generale delle Poste e dei Telegrafi della Repubblica di Francia, per regolare talune particolarità del servizio postale nei rapporti fra l'Amministrazione italiana e l'Amministrazione francese, in conformità delle Convenzioni dell'Unione delle Poste, firmate in Vienna il 4 luglio 1891.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 dicembre 1893.

UMBERTO.

FERRARIS.
BLANC.

Visto, *Il Guardasigilli:* V. CALENDA DI TAVANI.

ARRANGEMENT

réglant les rapports particuliers entre l'Administration des Postes d'Italie et l'Administration des Postes de France

Le Ministre des Postes et des Télégraphes d'Italie, d'une part;

Et le Directeur général des Postes et des Télégraphes de France, d'autre part;

Vu la Convention de l'Union postale universelle, portant, article 20, que les différents Administrations peuvent prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union;

Sont convenus de ce qui suit:

A) Echange des correspondances.

Art. 1er.

Il y a entre l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes d'Italie un échange périodique et régulier de correspondances, en dépêches closes, au moyen des services ordinaires ou spéciaux, établis ou à établir pour cet objet entre les points de la frontière des deux pays qui sont désignés d'un commun accord par ces deux Administrations.

Chacune des deux Administrations a à pourvoir à ses frais au transport des dépêches par chemins de fer jusqu'à la limite de son territoire, ou jusqu'à tel autre point d'échange à déterminer de commun accord.

Quant aux services spéciaux établis ou à établir sur les routes ordinaires, ils sont exécutés pas les moyens dont disposent les deux Administrations, et les frais résultant de ces services sont supportés par ces Administrations proportionellement à la distance parcourue sur leurs territoires respectifs.

Chacune des deux Administrations fait l'avance du prix intégral des services de transport de dépêches, dont elle assure l'exécution. La répartition des frais de ce transport donne lieu à un décompte annuel entre les deux Administrations.

Art. 2.

L'Administration des Postes d'Italie demeure chargée de pourvoir jusqu'à l'expiration des marchés en cours à l'exécution des services de transport des dépêches entre Coni et Fontan et entre Oulx et Briançon.

Les marchés relatifs au renouvellement de ces services ou à l'établissement de nouveaux services seront mis simultanément en adjudication en France et en Italie, après que les Administrations française et italienne se seront concertées sur les clauses essentielles du cahier des charges et le service sera adjugé par celle des deux Administrations, qui aura obtenu les conditions les plus favorables.

L'adjudication ne sera définitive et obligatoire, qu'après avoir reçu l'approbation de l'autre Administration; cette dernière devra recevoir ultérieurement un double du marché passé avec l'entrepreneur chargé du transport.

Art. 3.

Indépendamment des échanges qui ont lieu entre la France et l'Italie par les services mentionnés dans les deux articles précédents, les Administrations des Postes de France et d'Italie peuvent s'adresser réciproquement des correspondances tant par la voie des paquebots-poste français ou italiens que par celle des bâtiments libres du commerce naviguant soit entre ports français et italiens, soit entre les ports étrangers où sont établis des bureaux de Poste français ou italiens et l'Italie ou la France.

Art. 4.

Conformément au régime de l'Union postale, l'Administration des Postes de France paie à l'Administration des Postes d'Italie des frais de transit maritime du chef des dépêches adressées par des bureaux français à des bureaux italiens ou échangées entre bureaux français par la voie de paquebots-poste italiens.

Et, réciproquement, l'Administration des Postes d'Italie paie à l'Administration des Postes de France des frais de transit maritime du chef des dépêches adressées par des bureaux italiens à des bureaux français ou échangées entre bureaux italiens, par la voie de paquebots-poste français.

Quant aux frais de transport maritime qui seraient dus pour des dépêches échangées entre bureaux français et italiens au moyen de bâtiments libres du commerce, ils sont acquittés, conformément à la legislation du pays d'origine, par l'office expéditeur. Toutefois la rétribution due pour le transport des lettres recueillies à la boîte mobile est payée, le cas échéant, par le bureau de Poste du port de débarquement.

Art. 5.

Les Administrations des Postes des deux pays désignent, d'un commun accord, les bureaux d'échange français et italiens chargés de la formation des dépêches.

Elles règlent également, suivant la marche des trains, courriers de terre ou paquebots et les exigences du service, les heures d'expédition, les voies de transmission et la composition des dépêches.

Art. 6.

Toutes les dépêches échangées entre les bureaux d'échange français et les bureaux d'échange italiens peuvent comprendre des correspondances ordinaires et recommandées pour le pays de destination de la dépêche ou destinées à transiter par ce pays.

Les lettres de valeurs déclarées ne peuvent être comprises que dans les dépêches échangées, par la voie du Montcenis ou par celle de Vintimille et au moyen de trains comportant un service postal, entre les bureaux italiens du Turin à Modane, de Gênes à Vintimille et de Vintimille-gare e les différents bureaux français en correspondance avec lesdits bureaux italiens.

Les boîtes de valeurs déclarées sont exclusivement comprises dans les dépêches spéciales, que s'adressent réciproquement le bureau de Lyon et le bureau italien en gare de Modane, ainsi que le bureau de Marseille et le bureau de Vintimille-gare.

Art. 7.

Indépendamment des dépêches closes échangées entre les bureaux français et italiens, les courriers convoyeurs français chargés d'accompagner les dépêches dans les trains se dirigeant vers l'Italie et les entrepeseurs en gare peuvent adresser au service italien ou recevoir de ce service, dans des enveloppes spéciales, des lettres affranchies ou non affranchies et des cartes postales ordinaires, à l'exclusion de tous autres objets à destination soit de l'Italie et des pays auxquels l'Italie sert d'intermédiaire, soit de la France et de pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Les enveloppes renfermant les lettres reçues des courriers convo-

yeurs et entreposeurs français doivent être renvoyées par les bureaux d'échange italiens aux bureaux français dont ces courriers relèvent.

Art. 8.

Les Administrations des Postes de France et d'Italie se communiquent respectivemet les changements d'organisation ed de marche de leurs services territoriaux ou maritimes de transport de dépêches, toutes les fois que la connaissance de ces changements peut être, de part et d'autre, utile aux relations des deux pays, soit entre eux, soit avec les Etats étrangers, qui empruntent leur intermédiaire.

Art. 9.

Les dépêches que les bureaux de Poste italiens peuvent avoir à échanger entre eux, par l'intermédiaire de services de terre français, sont transportées gratuitement par lesdits services.

Réciproquement, les dépêches que les bureaux de Poste français peuvent avoir à échanger entre eux, par l'intermédiaire de services de terre italiens, sont transportées gratuitement par lesdits services.

Art. 10.

Les dépêches acheminées par les voies ferrées, qui sont échangées directement entre les services français et italiens (bureaux ambulants, courriers convoyeurs, entreposeurs en gare) sont décrites en double, par le service qui oprère la livraison, sur un bordereau ou part, conforme au modèle *A* annexé au présent arrangement.

L'une des expéditions du part *A* reste entre les mains de l'agent qui prend livraison des dépêches et l'autre expédition, dûment revêtue de récépissé de ce dernier agent, est immédiatement rendue au service qui a livré les dépêches.

Dès que ce dernier service est en possession de l'exemplaire du part *A* qui lui doit faire retour, sans qu'aucune observation lui ait été faite par le service correspondant à l'égard du nombre ou de l'état des dépêches y décrites, il se trouve déchargé de toute responsabilité de ce chef.

Art. 11.

Tout agent, employé au transport des dépêches en voiture ou à pied, entre un bureau d'échange français et un bureau d'échange, italien reçoit à chaque départ une feuille de route on part, indiquant le nom de l'agent, le nombre des dépêches expédiées, le jour et l'heure du départ, ainsi que le temps accordé pour le trajet d'un bureau à l'autre.

Le bureau de destination consigne sur cette feuille l'heure exacte de l'arrivée du courrier ou messager piéton, le nombre des dépêches reçues et les causes du retard, s'il y a lieu.

Le part, dûment rempli et émargé, est ensuit renvoyé au bureau expéditeur pour lui servir de décharge, ainsi qu'il est dit à l'article 10 précédent.

Art. 12.

Les courriers d'entreprise employés aux transports des dépêches entre les bureaux d'échange respectifs sont tenus de souffrir les visites des employés des douanes et les visites des employés des octrois.

Les visites des employés des douanes ont lieu dans les bureaux des douanes pour tous les objets non portés sur le part désigné dans l'article précédent.

Quant aux paquets portés sur le part et scellés du cachet d'un bureau de poste, ils ne peuvent être visités que dans le bureau de poste le plus voisin et en présence du titolare de ce bureau.

Les visites des employés des octrois ont lieu pour les voitures des entrepreneurs de service, à l'entrée et à la sortie des villes.

Si l'intention de visiter les paquets scellés du cachet d'un bureau de poste et inscrits sur le part est notifiée aux courriers d'entreprise par les employés des douanes, ces courriers reçoivent dans leur voiture, s'il y a place, celui des employés qui doit procéder à cette visite et le conduisent au bureau de poste où la visite doit avoir lieu. S'ils ne peuvent le recevoir dans leur voiture, ils se rendent au pas au bureau, afin que cet employé puisse ne point les perdre de vue.

Art. 13

Les bureaux ambulants de la poste et les compartiments de voitures ou de fourgons affectés dans les trains au transport des correspondances transmises de France en Italie ou d'Italie en France peuvent, lorsqu'ils dépassent la frontière, être visités à l'intérieur par les préposés de la Douane italienne ou française.

La vérification de la Douane ne peut s'exercer qu'en présence des agents de la Poste de service dans le bureau ambulant à visiter ou des courriers chargés de convoyer les dépêches; elle doit être effectuée, autant que possible, dès l'arrivée du train à la première station où est établi un poste douanier et toujours de façon à ne pas géner les opérations et à ne pas retarder la marche des trains.

Les préposés de la Douane peuvent se faire communiquer le listes ou parts portant description des dépêches postales; mais ils ne doivent en aucun cas ouvrir des dépêches dûment scellées et étiquettées Il leur appartient, en cas de soupçon de fraude, de surveiller les. dépêches tant que le train est en gare et ultérieurment de suivre, s'il le jugent nécessaire, les envois postaux jusqu'à l'arrivée au bureau de poste de destination indiqué par l'étiquette, ou jusqu'à la sortie du territoire sur lequel s'exerce leur action.

B) Correspondances ordinaires et recommandées, envois de valeurs déclarés, mandats de poste, recouvrement.

Art. 14.

Le maximum de poids des échantillons de marchandises est fixé à 350 grammes dans les relations entre la France et l'Italie.

Les échantillons de soie grège ou filée, teinte ou torse, ne doivent pas dépasser le poids de 125 grammes.

Les échantillons de graines de vers à soie peuvent être échangés, entre la France et l'Italie, jusqu'au poids maximum de 15 grammes par envoi.

Des échantillons de liquides, corps gras, poudres, etc., et des abeilles vivantes sont admis dans les mêmes relations, pourvu que les envois soient conditionnés conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article XIX du Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention de Vienne.

Art. 15.

Le maximum des valeurs à admettre à la déclaration dans les rapports entre les deux Administrations est fixé a 10,000 francs par envoi.

Les taxes et droits perçus pour l'affranchissement des envois de valeurs déclarées sont acquittés en timbres-poste du pays d'origine.

Le timbre spécial à appliquer sur les envois de valeurs déclarées est le timbre *chargé* en France et le timbre *assicurato* en Italie.

Art. 16.

Lorsque des correspondances taxées, primitivement distribuables dans la circonscription d'un dureau d'échange dépendant de l'une des deux Administrations, doivent, par suite de réexpédition, être renvoyées directement par ce bureau à un bureau d'échange relevant de l'autre Administration, il est formé une liasse spéciale, à laquelle est joint un bulletin conforme au modèle *B* annexé au présent arrangement.

Le bureau d'échange expéditeur inscrit sur ce bulletin le montant les taxes dont se trouvaient passibles dans son service les correspondances ainsi renvoyées, et le bureau d'échange destinataire, après avoir vérifié et rectifié, s'il y a lieu, le chiffre inscrit sur le bulletin par son correspondant, lui renvoie le dit bulletin signé et timbré.

Art. 17.

Les mandats de poste compris dans les dépêches, que les bureaux d'échange français et italiens s'adressent réciproquement, doivent être insérés dans l'enveloppe renfermant la feuille d'avis.

Art. 18.

Le montant des valeurs à recouvrer par la poste peut atteindre 2000 frs. par envoi dans les rapports entre la France et l'Italie.

C) Dispositions diverses.

Art. 19.

L'Administration des Postes de France et l'administration des Postes d'Italie se bonifient réciproquement pour le transport des dépêches, d'origine française ou italienne, acheminées à travers l'Italie ou la France par le train spécial de la Malle de l'Inde, des frais de transit territorial calculés dans les conditions et d'après le tarif ap-

plicable aux dépêches originaires ou à destination de la Grande-Bretagne, qui sont transmises par le même train.

Art. 20.

Les correspondances originaires d'Italie ou précédemment livrées à découvert par l'office italien au service français et tombés en rebut en France, de même que les correspondances originaires de France ou précédemment livrées à découvert par le service français au service italien, et tombées en rebut en Italie, sont, à l'exception des objets recommandés, des envois de valeurs déclarées et des correspondances portant extérieurement le nom et l'adresse de l'expéditeur, renvoyées une fois par semaine par l'intermédiaire des Administrations centrales de l'un et de l autre pays.

Quant aux objets recommandés, aux envois de valeurs et eux correspondances portant extérieurement le nom et l'adresse de l'expéditeur, tombées en rebut en France, il doivent être, ainsi que les correspondances de même nature originaires de France, ou précédemment livrées à découvert par l'office français au service italien et tombées en rebut en Italie, directement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

Art. 21.

Les réclamations relatives à des objets de correspondance de la France pour l'Italie et vice-versa, signalés comme non parvenus, sont transmises, pour la suite à donner, par l'intermédiaire des Administrations centrales de l'un et de l'autre pays.

Art. 22.

Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances échangèns entre les deux pays, les deux Administrations s'engageot à empêcher, par tous les moyens en leur pouvoir et en tant que leur législation intérieure les y autorise, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

Art. 23.

Les bureaux ambulants ou courriers français qui prolongent leur parcours jusqu'en Italie et réciproquement les bureaux ambulants ou courriers italiens qui prolongent leur parcours jusqu'en France ne peuvent recevoir directement du public sur le territoire italien ou français, ni distibuer sur le même territoire de correspondances *privées*.

Les correspondances de cette nature doivent être remises au service partant par la poste locale ou livrées à cette même poste par le service arrivant.

Les boîtes des bureaux ambulants et courriers français ou italiens ne sont pas mises à la disposition du public pendant le passage ou le stationnement des dits services en territoire italien ou français.

Art. 24.

Par mesure exceptionnelle, les correspondances *officielles* échangées entre les agents des Postes et des Douanes italiennes à la gare de Modane et les Administrations de l'Etat auxquelles ces agents ressortissent peuvent être remises directement aux fonctionnaires destinataires ou reçues de ces mêmes fonctionnaires par les bureaux ambulants et courriers italiens aboutissant à Modane.

Et réciproquement les correspondances *officielles* échangés entre les agents des Douanes françaises à la gare de Vintimille et les Administrations de l'Etat auxquelles ces agents ressortissent peuvent être remises directement aux fonctionnaires destinataires ou reçues de ces mêmes fonctionnaires par les bureaux ambulants ou courriers français aboutissant à Vintimille.

Art. 25.

Le présent arrangement forme, avec ceux des actes diplomatiques et des Règlements administratifs de l'Union postale, signés à Vienne, le 4 juillet 1891, par les délégués de la France et de l'Italie, et avec l'arrangement franco-italien du 16-21 avril 1892, relatif aux valeurs protestables, l'ensemble des dispositions qui doivent être observées dans les relations postales entre la France et l'Italie.

Art. 26.

Le présent arrangement aura la même durée que les Conventions et les arrangements de Vienne. Toutefois, les Administrations contractantes pourront y apporter à toute époque les modifications, que d'un commun accord elles jugeront nécessaires.

Fait en double original et signé à Rome le 2 novembre 1893 et à Paris le 28 octobre 1893.

Le Ministre des Postes et des Télégraphes d'Italie
C. FINOCCHIARO-APRILE.

Le Directeur général des Postes et des Télégraphes de France
J. DE SELVES.

Il Numero 712 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato pe le Finanze;

Viste le deliberazioni 17 dicembre 1892 e 25 marzo 1893 del Consiglio comunale di Bordighera, con cui fra l'altro, fu proposto l'aumento del dazio comunale sopra alcuni generi di consumo locale, non contemplati dalla legge del 3 luglio 1864 n. 1827, nè dall'articolo 6 del decreto legislativo 28 giugno 1866 n. 3018 e per la tassazione dei quali era già stata accordata la Nostra autorizzazione col decreto 4 marzo 1866;

Visto il parere della Camera di commercio ed arti di Porto Maurizio, emesso nell'adunanza del 27 settembre 1893;

Visto l'articolo 11 dell'allegato L della legge 11 agosto 1870 n. 5784;

Udito il Consiglio di Stato;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il comune di Bordighera è autorizzato ad esigere un dazio di consumo su alcuni generi di consumo locale in conformità della qui unita tariffa, vista, d'ordine Nostro dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 dicembre 1893.

UMBERTO.

SIDNEY SONNINO.

Visto, *Il Guardasigilli:* V. CALENDA DI TAVANI.

TARIFFA.

1. Stoviglie di cristallo o di vetro arrotato	al quintale	L. 10 —
2. Stoviglie di vetro-damigiane, bottiglioni, bottiglie e simili vestiti o non, non arrotati nè puliti (1)	»	» 5 —
3. Vasellame e terraglie verniciate o non, servienti a qualunque uso e d'infima qualità (1)	»	» 1 50
4. Vasellami e terraglie verniciate in bianco od a colori seconda qualità, e maiolica		

ordinaria bianca o colorata, ed anche con filetto dorato (1)	»	» 4 —
5. Stoviglie di porcellana, di altre terre, e maiolica fina (1)	»	» 8 —
6. Oggetti di terra cotta verniciata, non appartenenti ai materiali da costruzione-contemplati a parte (1).	»	» 3 —
7. Amido	»	» 5 —
8. Carta bianca di pasta, di colore, d'ogni qualità (2)	»	» 3 —
9. Pallini da caccia	»	» 5 —
10. Secchi e mastelli nuovi di qualunque legname	»	» 2 —

AVVERTENZE.

(1) Escluse le bottiglie di vetro nero o di colore oscuro; i fiaschi; esclusi altresì i materiali ed oggetti destinati esclusivamente in servizio dell'Amministrazione governativa dei telegrafi; come apparecchi, bicchieri e reomotori per pile, ecc.

(2) S'intende la carta da scrivere, da stampa, od altra, i quaderni, i libri, i registri e simili sia in bianco che intestati: la carta in parte stampata, con fatture, cartolari ecc.; nonchè i lavori di cartonaggio, il cartone di pasta bianca ed i cartoncini fini. Sono esenti la carta di modello speciale ad uso delle Amministrazioni governative e ferroviarie, la carta bollata, la carta a striscie per gli uffici telegrafici, e quella interamente stampata.

Visto, d'ordine di S. M.
Il Ministro Segretario di Stato per le Finanze
SIDNEY-SONNINO.

Il Numero 718 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le Finanze;

Vista la deliberazione 26 agosto 1893, colla quale il Consiglio comunale di Cimitile domanda che il comune sia dichiarato aperto, rispetto al dazio di consumo, a far data dal 1° gennaio 1894;

Ritenuto che il comune di Cimitile, in ragione della sua popolazione agglomerata appartiene al novero dei comuni di quarta classe;

Veduti gli articoli 5 della legge del 3 luglio 1864 n 1827 e 3 del legislativo decreto del 28 giugno 1866 n. 3018;

Udito il Consiglio di Stato;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il comune di Cimitile, in provincia di Caserta, è dichiarato aperto, rispetto al dazio di consumo, a far data dal 1° gennaio 1894, pur rimanendo inscritto fra quelli di quarta classe.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 dicembre 1893.

UMBERTO.

SIDNEY SONNINO.

Visto, *Il Guardasigilli:* V. CALENDA DI TAVANI.

Il Numero 717 della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduti i Regi decreti 2 luglio 1891 n. 394 e n. 444 che stabiliscono rispettivamente il ruolo organico degli ispettori tecnici dei tabacchi e quello degli Ispettori superiori delle gabelle;

Veduto il R. decreto 27 settembre 1893 n. 557;

Considerando essere necessario di dare la maggiore efficacia possibile al servizio d'ispezione degli uffici provinciali dipendenti della Direzione generale delle privative;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le Finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Gli Ispettori tecnici dei tabacchi e l'Ispettore superiore delle gabelle, di prima classe, assegnato alla Direzione generale delle privative, assumeranno il titolo di Ispettori centrali delle privative.

Essi sono incaricati della vigilanza degli uffici provinciali dipendenti dalla Direzione generale delle privative riguardanti il servizio dei tabacchi, dei sali e del lotto.

Il Ministro delle Finanze è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 dicembre 1893.

UMBERTO.

SIDNEY SONNINO.

Visto, *Il Guardasigilli:* CALENDA DI TAVANI.

Il Numero DCCXI *(Parte supplementare) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vista la domanda del comune di Este (Padova), per la costituzione in ente morale « dell'Istituto educativo infantile Isidoro Alessi », colà fondato per iniziativa di privati benefattori col concorso dello stesso Municipio;

Visto lo statuto organico dell'Asilo medesimo;

Vedute le relative deliberazioni del Consiglio comunale di Este;

Veduta la legge 17 luglio 1890 n. 6972;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Istituto educativo infantile « Isidoro Alessi » di Este, è costituito in ente morale, e ne è approvato lo statuto organico in data 24 ottobre 1893, composto di trentuno articoli, l'ottavo dei quali viene così modificato:

« Articolo 8. — Il presidente del Consiglio direttivo dura in carica tre anni, la presidentessa del Comitato femminile quattro anni. I tre membri elettivi del Consiglio direttivo durano in carica tre anni e si rinnovano per un terzo ogni anno: le componenti il Comitato femminile durano in carica due anni e si rinnovano ogni anno per metà.

« Nei primi due anni per i membri del Consiglio direttivo e nel primo anno per le componenti il Comitato femminile, la scadenza è determinata dalla sorte, poscia dall'anzianità di nomina ».

Detto statuto, munito di visto, sarà sottoscritto, d'ordine Nostro, dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 dicembre 1893.

UMBERTO.

CRISPI.

Visto, *Il Guardasigilli*: V. CALENDA DI TAVANI.

Il Numero **DCCXII** *(Parte supplementare) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduta la domanda della Congregazione di carità di Poggio Rusco (Mantova), diretta ad ottenere: l'autorizzazione ad accettare il legato di lire 1000 annue, disposto dal fu cav. Isidoro Cappi, con testamento olografo 29 giugno 1885 a favore del locale Ricovero di mendicità; la costituzione del Ricovero medesimo in ente morale, intitolandolo dal nome di Re Vittorio Emanuele II e la approvazione del relativo statuto organico;

Veduto il voto favorevole del Consiglio comunale di Poggio Rusco e della Giunta provinciale amministrativa di Mantova;

Vedute le leggi 17 luglio 1890 n. 6972, 5 giugno 1850 n. 1037;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La Congregazione di carità di Poggio Rusco è autorizzata ad accettare il legato come sopra disposto dal fu cav. Isidoro Cappi a favore del locale Ricovero di mendicità.

Art. 2.

Detto Ricovero di mendicità è costituito in ente morale col nome Augusto del Re Vittorio Emanuele II, e ne è approvato lo statuto organico in data 1° agosto 1892, composto di 10 articoli, munito di visto e sottoscritto, d'ordine Nostro, dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 dicembre 1893.

UMBERTO

CRISPI.

Visto, *Il Guardasigilli*: V. CALENDA DI TAVANI

Relazione *di S. E. il Ministro dell'Interno a* **S. M. il Re**, *in udienza del 7 gennaio 1894, circa la proroga dei poteri del R. Commissario di Piana dei Greci.*

SIRE,

E' prossimo a scadere il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Piana dei Greci. Occorrendo però a quel Regio Commissario altro tempo per riordinare quell'azienda municipale, è necessario prorogare i di lui poteri.

A tanto provvede lo schema di decreto, che ho l'onore di rassegnare all'Augusta firma della Maestà Vostra.

Il Ministro
CRISPI.

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della **Nazione**

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduto il Nostro decreto 9 ottobre 1893, con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Piana dei Greci, in provincia di Palermo;

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine entro il quale dovrebbesi ricostituire il Consiglio comunale di Piana dei Greci, è prorogato di tre mesi.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 7 gennaio 1894.

UMBERTO.

CRISPI.

MINISTERO DELLE FINANZE

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Visti gli articoli 6 e 7 della legge 13 novembre 1887 n. 5028 (serie 3ª), che stabilisce il procedimento per la risoluzione delle controversie doganali;

Vista la deliberazione del Consiglio superiore dell'industria e del commercio, il quale nell'adunanza del 23 giugno 1893 ha designate le Camere di commercio di Genova, Milano, Palermo, Torino e Venezia come quelle che devono eleggere un proprio delegato nel Collegio consultivo dei periti doganali per il triennio 1894-96.

Visti gli articoli 23 e 26 del regolamento approvato col decreto ministeriale del 15 dicembre 1887 n. 5105 (serie 3ª);

Determina:

Art. 1.

Sono confermati nella carica di membri del Collegio consultivo dei periti doganali, per il triennio 1894-96, i signori:

Comm. Carlo Randaccio, deputato al Parlamento, come delegato della Camera di commercio di Genova;

Comm. Giulio Peyrot, deputato al Parlamento, come delegato della Camera di commercio di Torino;

Comm. Giuseppe Candiani, come delegato della Camera di commercio di Milano;

Comm. Gian Carlo Siemoni, ispettore superiore forestale, come componente il Consiglio superiore dell'Agricoltura;

Comm. Nicolò Pellati, ispettore capo del R. Corpo delle miniere, come componente il Consiglio delle Miniere;

Emilio Giampietro, come componente il Consiglio dell'Industria e del commercio.

Art. 2.

Sono nominati membri del Collegio consultivo dei periti doganali, per il triennio 1894-96, i signori:

Comm. prof Alfonso Cossa, direttore della R. scuola di applicazione per gli ingegneri di Torino, come componente il Consiglio superiore della Pubblica istruzione;

Comm. prof. Iacopo Benetti, rettore della Università di Bologna, come delegato della Camera di commercio di Venezia;

Cav. prof. Carlo Saviotti, quale professore dell'insegnamento tecnico nella R. Scuola d'applicazione per gli ingegneri di Roma;

Simone Urso-Ortega, come delegato della Camera di commercio di Palermo.

Art. 3.

Il comm. Gioacchino Busca, direttore generale delle Gabelle ed il cav. Gherardo Callegari, capo sezione al Ministero di agricoltura, industria e commercio, continueranno a rappresentare rispettivamente nel detto Collegio, i Ministeri delle finanze e dell'agricoltura, industria e commercio.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Dato a Roma, addì 15 gennaio 1894.

Il Ministro
SIDNEY SONNINO.

BOLLETTINO SETTIMANALE N. 2
delle malattie contagiose epizootiche nel Regno d'Italia
fino al dì 13 di gennaio 1894 (1)

Regione I. — Piemonte.

Cuneo — Carbonchio: 6 bovini, morti, a Fossano Moretta, Centallo, Morozzo.
Febbre aftosa: 55 bovini in 7 stalle di 7 comuni.

Torino — Id.: in 23 stalle a Cercenasco e Verolengo; pochi casi in 25 stalle di altri 14 comuni.
Carbonchio sintomatico: 5, con 4 morti, a Riva di Chieri, Vinovo e Rivalta.

Novara — Carbonchio: 2 letali a Novara.
Febbre aftosa: in 10 stalle a Borgomanero: altri casi in 10 stalle di 4 comuni.

Alessandria — Id.: Parecchi casi in varie stalle di 5 comuni.
Carbonchio: 1 a Gamalero.

Regione II. — Lombardia.

Pavia — Febbre aftosa: in 23 stalle di 12 comuni.
Milano — Id.: in 36 stalle di 20 comuni.
Como — Carbonchio essenziale: 1 bovino, a Grandate.
Bergamo — Febbre aftosa: in 11 stalle, a Gandino.
Brescia — Id.: in 5 stalle di 3 comuni.
Cremona — Id.: in 11 stalle di 5 comuni.
Mantova — Id.: in 3 stalle a Sabbioneta e Canneto.
Carbonchio: 4 letali, a Bigarello, Quistello, Sermide, Carbonara.

Regione III. — Veneto.

Belluno — Carbonchio essenziale: 4 bovini, morti, a Lentini.
Venezia — Id.: 1 bovino, morto, a Venezia.
Padova — Id.: 1 letale, ad Este.

Regione V. — Emilia.

Piacenza — Febbre aftosa: in 5 bovini, con 1 morto a Caorso.
Febbre aftosa: in 17 stalle di 5 comuni.
Reggio — Id.: in 6 stalle a Cavuago, Novellara e Gualtieri.
Carbonchio essenziale: 1 letale, a Correggio.
Modena — Id.: 1 letale, a Nonantola,
Ferrara — Id.: 1 bovino, morto, a Cologna.
Bologna — Carbonchio sintomatico: 2 bovini, morti, a Crevalcore.
Ravenna — Febbre aftosa: in 1 stalla a Ravenna.
Forlì — Id.: 9 bovini, a Forlì e Cesena.

Regione VI. — Marche ed Umbria.

Ascoli — Carbonchio essenziale: 2 bovini, morti, ad Altidona.
Perugia — Id.: 1 bovino, morto, ad Acquasparta.
Carbonchio sintomatico: 2 bovini, morti, a Spoleto e Montefalco.
Febbre aftosa: casi a Trevi.

Regione VIII. — Lazio.

Roma — Id.: casi in 2 stalle di città, a Roma.
Affezione morvofarcinosa: 2 a Roma (abbattuti).
Seguita la scabbie a Tolfa: altra in una mandra, a Roma.

Regione IX. — Meridionale Adriatica.

Chieti — Carbonchio essenziale: 5 bovini, morti, a S. Martino.
Foggia — Carbonchio: 2 a Vieste.

Regione X. — Meridionale Mediterranea.

Caserta — Scabbie degli ovini: 1 mandra di 90 capi a Grazzanise.
Benevento — Febbre aftosa: 6 bovini, ad Amorosi.
Potenza — Epizoozia di tifo petecchiale dei suini (estinta).
Carbonchio: 1 a Miglionico.

Roma, dal Ministero dell'Interno.

Il Direttore della Sanità pubblica
PAGLIANI.

(1) I casi di malattia annunziati negli antecedenti bollettini e che non sono più ripetuti nel presente, si intende che si riferiscono a animali stati abbattuti o sequestrati in modo da non presentare più alcun pericolo di diffusione della malattia, o passati ora a guarigione.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (*1ª pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 961272 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per lire 40, al nome di Zolezzi Marianna di Giovanni Battista, minore sotto la patria potestà del padre, domiciliata in Lavagna (Genova), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti alla Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Zolezzi Anna-Maria-Angela di Giovanni Battista, chiamata Marianna, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata in Lavagna (Genova), vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 12 gennaio 1894.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (*2ª pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0 cioè: n. 743224 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per L. 15, al nome di Ravenna Giuseppa fu Ferdinando, minore, sotto la patria potestà della madre Esposito Anna Maria fu Francesco, domiciliata in Napoli, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Ravenna Maria fu Ferdinando, minore, ecc., ecc., vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 29 dicembre 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (*2ª pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 per 0[0, cioè N. 829835 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per lire 920, al nome di Pellosio Amalia del vivente cav. Angelo, nubile. domiciliata in Torino, e vincolata d'usufrutto vitalizio a favore di Mazza Virginia fu Guglielmo, moglie di Angelo Pellosio, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Pellosio Amalia Rosalia o Rosalia Amalia, del vivente cav. Angelo, nubile, domiciliata a Torino, ecc. ecc., vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 31 dicembre 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (*3ª pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 per 100, d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, cioè:

N. 667541 per L. 50, a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, *Nicola, Francesco*, Gaetano, *Marianna* ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della loro genitrice Gambardella Concetta, domiciliata a Napoli;

N. 667718 per L. 450, a favore di Suppa Felice, Raffaele Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, *Marianna* ed Eugenia del fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà di Concetta Gambardella fu Raffaele, loro madre, domiciliata in Napoli;

N. 670982 per L. 375, a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, Marianna ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella fu Raffaele, domiciliati in Napoli;

N. 679190 per L. 355 a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe Nicola-Francesco, Gaetano, Marianna ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori domiciliati in Napoli, sotto la patria potestà della loro madre Concetta Gambardella fu Raffaele vedova Suppa;

N. 792374 per L. 300, a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, Marianna ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della loro madre Concetta Gambardella, domiciliata in Napoli;

N. 793081 per L. 30, a favore di Marianna, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano ed Eugenia fu Raffaele, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella, domiciliati in Napoli;

N. 809413 per L. 40, a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco-Gaetano, Marianna ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella, domiciliati in Napoli;

N. 809660 per L. 10, a favore di Suppa Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, Marianna ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella, domiciliati in Napoli;

N. 852481 per L. 315, a favore di Suppa Raffaele, Marianna, Eugenia, Giuseppe, Nicola-Francesco e Gaetano fu Francesco, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella, domiciliati in Napoli;

N. 859813 per L. 70, a favore di Suppa Raffaele, Marianna, Eugenia, Giuseppe, Nicola-Francesco e Gaetano fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della madre Gambardella Concetta, domiciliati in Napoli;

N. 871410 per L. 70, a favore di Suppa Raffaele, Marianna, Eugenia, Giuseppe, Nicola-Francesco e Gaetano fu Francesco, minori sotto la patria potestà della madre Gambardella Concetta, domiciliati in Napoli; furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano intestarsi:

la prima a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, Nicola-*Francesco*, Gaetano, *Anna-Maria* ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della loro madre Gambardella Concetta, domiciliata a Napoli.

la seconda a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, *Anna-Maria* ed Eugenia del fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà di Concetta Gambardella fu Raffaele, loro madre, domiciliata in Napoli;

la terza a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, *Anna-Maria* ed Eugenia fu Fran-

cesco Saverio, minori sotto la patria potesta della madre Concetta Gambardella fu Raffaele, domiciliati in Napoli;

la quarta a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, *Anna-Maria* ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori domiciliati in Napoli, sotto la patria potestà della loro madre Concetta Gambardella fu Raffaele vedova Suppa;

la quinta a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, *Anna-Maria* ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della loro madre Concetta Gambardella, domiciliata in Napoli;

la sesta a favore di Suppa *Anna-Maria*, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella, domiciliati in Napoli;

la settima a favore di Suppa Felice, Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, Anna-Maria ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella, domiciliati in Napoli;

l'ottava a favore di Suppa Raffaele, Giuseppe, Nicola-Francesco, Gaetano, *Anna-Maria* ed Eugenia fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella, domiciliati in Napoli;

la nona a favore di Suppa Raffaele, *Anna-Maria*, Eugenia, Giuseppe, Nicola-Francesco e Gaetano fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella, domiciliati in Napoli;

la decima a favore di Suppa Raffaele, Anna-Maria, Eugenia, Giuseppe, Nicola-Francesco e Gaetano fu Francesco Saverio, minori sotto la patria potestà della madre Concetta Gambardella, domiciliati in Napoli;

la undecima a favore di Suppa Raffaele, *Anna-Maria*, Eugenia, Giuseppe, Nicola-Francesco e Gaetano fu Francesco, minori, sotto la patria potestà della madre Gambardella Concetta, domiciliati in Napoli, veri proprietarii delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa averví interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto

Roma, il 21 dicembre 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

Rettifica d'intestazione (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 per cento, cioè: n. 677811 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per L. 70, al nome di Lopes Giuseppe, Paolo, Caterina ed altro Giuseppe di Felice, domiciliati in Vicari (Palermo), minori sotto l'amministrazione del padre, con usufrutto a favore di Anzalone Rosa fu Antonino, moglie di Vincenzo Cuti, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Lopes Giuseppe, Paolo, Caterina e Giuseppa di Felice, minori ecc. ecc., come sopra, veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla 1ª pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 23 dicembre 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

PROCURA GENERALE DEL RE
presso la Corte di Appello di Ancona — Sezione di Perugia

Per gli effetti di cui all'art. 29 e seguenti della legge sulle ipoteche 13 settembre 1874 n. 2079, serie 2ª, si fa noto che il sig. cav. Pietro Neferini R. Conservatore delle ipoteche in Rieti, cessò dalle sue funzioni il 22 dicembre 1893, per collocamento a riposo.

Perugia, 11 gennaio 1894.

Il Reggente la Procura Generale
ELLERO.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Scrivono da Buda-Pest che, per quanto è lecito fare delle previsioni, l'Ungheria è entrata nel 1894 sotto auspici abbastanza favorevoli. L'anno scorso è passato senza crisi ministeriali e in generale si crede che non ne avverranno sì presto; di più il bilancio del 1894 è stato votato dal Parlamento prima dell'apertura dell'esercizio e, per la prima volta da molti anni, non si ebbe bisogno di ricorrere ai bill d'indennità ed ai crediti provvisori. È questo un risultato tanto più notevole in quanto che la Camera dei magnati, inclinata piuttosto all'opposizione, dopo che il governo ebbe presentato i progetti sul matrimonio civile, ha approvato tutte le leggi finanziarie senza un voto di biasimo per i progetti stessi.

Il bilancio del 1894 presenta, sopra un totale di 464 milioni di fiorini (976 milioni di franchi) un'eccedenza attiva di 11,688 fiorini.

Questa somma, piuttosto esigua, appare però abbastanza vistosa a chi pensi che il bilancio ungherese presentava per molti anni un *deficit* che variava da 49 a 29 milioni di fiorini. Ancora nel 1889 il *deficit* superava i tre milioni, e solo da quell'anno le entrate cominciarono a superare le spese di parecchi milioni.

A questo miglioramento delle finanze ungheresi teneva dietro, ma in proporzioni meno rilevanti, il miglioramento delle finanze nell'altra metà della monarchia, il che ha permesso ai due governi di tentare il ritorno alla circolazione mista, dopo un regime di circa mezzo secolo, di carta moneta a corso forzoso. La crisi americana ha ritardato le misure da prendersi per accrescere le riserve d'oro e per ritirare le banconote, ma i due governi sperano di riguadagnare il tempo perduto.

***

Il ministro del commercio di Prussia, signor de Boetticher, pronunciò alla Camera di commercio di Berlino un discorso in cui espresse il suo compiacimento perchè le città del Baltico sono entrate nell'unione doganale.

Grazie alla saggezza dell'Imperatore, disse il ministro, la pace è stata mantenuta; non vi ha alcun indizio che possa far temere, per lungo tempo, la perturbazione della pace.

I trattati di commercio conchiusi e da conchiudersi sono destinati ad evitare al paese dei danni eventuali.

Il lavoro tedesco ha riportato un grande successo all'esposizione di Chicago. La Germania occupa il primo posto tra gli Stati industriali.

***

Da Londra si scrive al *Journal des Debats* che i membri della Società del Tunnel sotto la Manica, hanno tenuto un'assemblea straordinaria alla stazione di London-Bridge. Su iniziativa del colonnello Suitees, che la presiedeva, l'assemblea ha approvato una mozione nel senso d'invitare il Parlamento a votare un bill che autorizzi la continuazione degli esperimenti intrapresi sotto lo Stretto.

***

Un telegramma dal Cairo al *Times* dice che si sono iniziate delle trattative preliminari fra l'Egitto e la Grecia per il rinnovamento della convenzione commerciale del 1891.

***

Si ha per telegrafo da Londra, che l'ammiragliato, seguendo l'esempio dato dal Ministero della guerra, ha deciso di adottare la giornata di otto ore di lavoro per gli operai nei cantieri di Devonport e in altri siti.

Tutti gli altri ministri poi, sarebbero disposti ad introdurre la stessa innovazione nei loro rispettivi dipartimenti. Lo si annunzierebbe al Parlamento nel discorso della Corona alla prossima sessione. Il Ministero vorrebbe andare anche più in là concedendo, cioè, i lavori dello Stato a quelle imprese che si obbligassero di accordare ai loro operai le giornate di otto ore di lavoro.

***

Un'elezione legislativa ebbe luogo a Horncastle in Inghilterra, in seguito alla morte del deputato Stanhope, conservatore. Lord Willoughby de Bresby, conservatore, fu eletto con 4582 voti contro il sig. Ton, candidato gladstoniano, che ha ottenuto 3744 voti.

***

Telegrammi del *Times* dicono che gl'inglesi hanno da registrare un nuovo successo in Africa.

Il commissario inglese della regione del Niassa, sig. Johnston, comunicò al governo di Londra la notizia che le truppe indiane, sostenute da due cannoniere, assaltarono la fortezza del famigerato mercante di schiavi, Makanjera, che sorge nella sponda sud-ovest del Niassa.

La spedizione, sotto gli ordini del capitano Magnier, ha ottenuto uno splendido successo. Il forte fu espugnato e moltissimi schiavi, ivi rinchiusi, furono liberati.

Gl'inglesi, nelle cui mani rimase un grosso bottino, ebbero tre morti e 9 feriti.

***

I giornali viennesi pubblicano il seguente telegramma da Copenaghen 12 gennaio:

Il ministro della guerra di Danimarca, generale Bahnson, ha pronunziato un discorso in un circolo operaio di Copenaghen. Esso trattò della questione della neutralità della Danimarca in caso di guerra europea, dichiarandosi avversario di coloro che vorrebbero far riconoscere la Danimarca come stato neutro.

Secondo il Ministro una politica siffatta sarebbe irragionevole e non risponderebbe agli interessi del paese.

Nel seguito del suo discorso, il Ministro fece allusione alla neutralità del Belgio e dello Svizzera esprimendo l'opinione che le grandi potenze avrebbero, per puro egoismo, imposto la neutralità a questi due Stati, allo scopo di togliere loro la facoltà di contrarre un'alleanza con altre potenze.

***

Secondo un dispaccio elettrico da Madrid allo *Standard* di Londra, le condizioni che pone la Spagna al Sultano del Marocco comprenderebbero, oltre la punizione dei colpevoli del Riff, la creazione di una zona neutra intorno a Melilla e un'indennità di 25 milioni di pesatas.

Dramma e Musica

Rassegna settimanale

II.

È un fatto incontrastabile — e se sia doloroso il cominciare la serie di queste rassegne con un così lugubre accertamento, lo pensi il lettore — è un fatto triste, ma vero, che, se si dovesse giudicare delle condizioni dell'arte teatrale in Italia — nella duplice sua estrinsecazione musicale e drammatica — dai teatri della Capitale in questa stagione — che pure è, per antiche tradizioni e per consuetudini di vita, la più importante, e forse la sola importante — converrebbe dar ragione a quella critica pessimista, la quale va predicando che l'arte rappresentativa è fra noi in una fase di rapida e progressiva decadenza — il che, a suo dire, spiega come il pubblico lasci deserti i teatri, e cerchi altrove i proprj svaghi serali.

Basta infatti dare uno sguardo agli affissi degli spettacoli per capacitarsene. L'*operetta*, la parodia ha invaso tutti i teatri — essa si è trionfalmente accampata persino nel *Teatro Drammatico Nazionale*, che nel concetto, o almeno nelle promesse, dei suoi fondatori, doveva essere il tempio sacro dell'arte drammatica, nel cui nome e per la cui gloria fu chiesta ed ottenuta la concessione del terreno su cui è sorto.

Ora per quanto ai dì nostri la *operetta* abbia ancora fra noi facile culto e fedeli devoti — per quanto essa risponda alle condizioni agitate e affaccendate della vita moderna — le quali rendono il pubblico desideroso di distrazioni che gli lascino dormicchiare la mente stanca e sconfortata, che non lo costringano alla fatica di un giudizio più o meno estetico, che non ne turbino il riposo serale con impressioni troppo vive, che gli dieno il placido godimento degli occhi, e lo completino con lo stimolo pronto alla inconscia risata — nessuno vorrà accogliere la *operetta* nelle sacre categorie dell'arte — e tutto al più la ammetterà *in commercio* come un suo *succedaneo*, al posto che la *cicoria* occupa verso il *caffè*.

***

La musica in questa stagione è relegata al *Costanzi* — la drammatica al Teatro Valle, e al lontano Teatro Manzoni — il quale, per le qualità del pubblico che lo frequenta, e per la facile contentatura che esso vi porta con sè, si sottrae alle severe esigenze della critica artistica — e alla sua vigilanza.

Al *Costanzi*, dopo un breve e fastoso passaggio dei *Medici* di Leoncavallo — che vi entrarono a suon di banda sul carrozzone della *rèclame* — che è il carro trionfale dei trionfatori moderni — e ne uscirono modestamente in *botte*, come dei semplici *mortali di questa terra* — accommiatati col rispetto dovuto alle persone perbene, ma senza accompagnamenti festosi e solenni — abbiamo avuto una *Carmen* apocrifa, esile, bionda, linfatica, nordica — in cui pubblico e critica si rifiutarono, con pieno accordo, di riconoscere la bruna, focosa, sanguigna Andalusa, alla quale Bizet diede tutti i fascini della sua musica, così voluttuosamente e appassionatamente caratteristica.

E tra pochi giorni anche la musica sarà costretta a sloggiare da quel modesto e deserto rifugio — per lasciare il posto alla baraonda carnevalesca, scapigliata, rumorosa, sudante, dei suoi veglioni.

La critica cittadina si è preoccupata di questa deplorata decadenza degli spettacoli musicali di Roma, ricordando con memore e vivo rimpianto le splendide serate dell'*Apollo* e quelle della prima stagione dell'*Argentina*, quando questo Teatro, rinverniciato, assunse la eredità e la successione dell'illustre e defunto antenato, coi relativi onori e le connesse responsabilità — quando Verdi scriveva pel massimo teatro di Roma alcune delle sue più celebri opere — quando un complesso di sommi artisti vi erano chiamati ad eseguire il repertorio della intera stagione — quando non si era inaugurato anche nel teatro musicale il sistema delle Compagnie nomadi, composte di mediocri satelliti, raccolti attorno ad un astro maggiore che li illumina coi riflessi della sua luce — quando insomma il maggior teatro di Roma poteva competere per importanza artistica, pel valore dei successi che esso creava, dei battesimi o delle cresime che impartiva, con la *Scala* e col *S. Carlo*.

Se ne è preoccupata in questi giorni, e sotto l'aspetto arti-

stico e sotto quello economico, perchè questa decadenza toglie alla capitale del Regno una delle sue attrattive maggiori e più corrispondenti alla indole e alla fama artistica del nostro paese — una di quelle su cui calcolano di più le grandi capitali di Europa — e si parlò persino di riprendere certi studi per fare del teatro musicale di Roma una *istituzione nazionale.*

Non è qui il caso di discutere se per questa via si possa giungere a qualche risultato pratico — Magari! — ma a chi si rammenta come tutti i Ministri che per lungo corso di anni si sono succeduti alla Minerva, abbiano tratto dal loro alto sentimento di italianità il desiderio, quasi il bisogno, di *fare qualche cosa* per risollevare le sorti e il decoro, per rinvigorire la vitalità dell'arte teatrale — che è pure gloria e ricchezza nazionale — e abbiano indetto e raccolto con questo intendimento studi e proposte — che s' infransero tutti successivamente, assieme alle buone intenzioni e ai nobili propositi che le avevano provocate, a quell'arido e formidabile scoglio del bilancio, e delle realtà, contro cui si spezzarono tante energie di volontà — mentre il positivismo dell'epoca, scettico anche in fatto d'arte, li lasciò affondare senza neppur pensare di tentarne il salvataggio — a chi si rammenta tutto ciò, sia lecito esprimere il dubbio che, rifacendosi ora per la musica lo stesso cammino già interamente percorso — e invano — per la drammatica, si finisca col fare strada falsa, e col trovarsi in un vicolo senza uscita.

Resta a vedere se a ciò a cui non hanno potuto riescire, nelle presenti condizioni del paese, gli alti intendimenti artistici nazionali che, sopraffatti dalla realtà, dovettero arrendersi ad essa — possa condurre un giusto e intelligente calcolo degli interessi materiali cittadini.

Ma qui la questione si complica, muta natura, cessando di essere artistica — e per ciò esorbita dalle competenze della nostra *rassegna.* — Ci pensi cui tocca.

***

Al Valle abbiamo Ermete Novelli. — Ho detto pensatamente Ermete Novelli, e non la *Compagnia di Ermete Novelli* — perchè dove è lui non c'è che lui.... anche quando ci sono degli altri..... e ciò pel suo valore reale, pel vivo e sincero calore del sentimento artistico, che è in lui poderoso — a cui deve la rapida e fortunata carriera — e per quel carattere di *specialità* che lo distingue — carattere che ha pel pubblico moderno *speciali* attrattive — ond'è che egli è sempre in prima linea, anche quando dovrebbe essere in seconda — e il pubblico si è ormai abituato a concentrare quasi esclusivamente su lui l'obbiettivo della propria attenzione — della propria ammirazione.

Il che, se torna a grande lode e a maggior soddisfazione dell'artista, non sappiamo davvero se torni a vantaggio e a progresso dell'Arte — perchè lo autorizza a formare le proprie Compagnie sulla base del sistema solare — e limita il repertorio entro i confini della propria prevalenza.

Per buona sorte l'ingegno artistico del Novelli, multiforme, duttile, facile, pronto alle più diverse manifestazioni — da quella delle comicità, spinta talora alla caricatura, delle più bislacche *pochades* francesi — comicità che richiede l'effetto immediato a costo delle più bizzarre esagerazioni del *ridicolo* — sino alla schietta comicità del *Burbero Benefico* di Goldoni, in cui l'effetto sta nella estrinsecazione evidente, artistica della verità — e da questa alla tragica riproduzione delle fiere e forti passioni di *Yorick* nel *Dramma Nuovo*, di *Corrado* nella *Morte Civile*, di *Sylock* nel *Mercante di Venezia*, di *Luigi XI* nel dramma di *De la Vigne.*

E, a dir vero, il pubblico di queste *specialità* artistiche si diletta tanto, che ha rinunziato per esse, senza troppa resistenza, a quelle compiacenze artistiche — più complete certo, ma sostanzialmente diverse — che traeva dal complesso omogeneo, compatto delle Compagnie drammatiche di una volta, quando si poteva in una di esse raccogliere intorno alla Ristori, Ernesto Rossi, Tommaso Salvini — la triade dei grandi superstiti dell'epoca eroica dell'arte drammatica italiana.

E i grandi successi, appunto, di Novelli e della Duse — le due *specialità insigni* del giorno, i successi che tutti due questi artisti devono alla *specialità* del loro carattere e all'individualità tipica che imprimono ai personaggi — la Duse assimilandoli tutti a sè stessa, Novelli assimilando a loro sè stesso — provano questa nuova tendenza del pubblico.

Ma naturalmente questa versatilità, che è la principale dote del Novelli, ha certi confini oltre i quali non può cimentarsi. Vi è un certo genere di passioni alle quali la sua natura, il suo fisico, la sua voce non possono piegarsi — per quanto sia grande la forza della sua volontà e del suo ingegno. Vi è tutto un repertorio antico e moderno nel quale non può trovar modo di formarsi la propria nicchia — e però il repertorio che egli offre al pubblico non può essere abbastanza variato — almeno pel genere dei lavori — nè molte delle novità moderne, che il pubblico romano non conosce o conosce male, falsate da interpretazioni abborracciate, non d'arte ma di mestiere, possono trovarvi il loro posto.

Il Novelli — il quale ha fine l' ingegno — lo sa così bene, che ogni qual volta ritorna davanti allo stesso pubblico cerca di presentargli qualche *novità* classica, che dissipi la monotonia della ripetizione di stagione in stagione delle stesse commedie e supplisca a quelle *novità* contemporanee che a lui sono interdette.

Così nell'estate scorsa lo abbiamo veduto riprodurre sulle scene il *Mercante di Venezia* — e quest' anno *La Bisbetica domata* — entrambe di Shakespeare — e ora ci annunzia l'*Avaro* di Molière.

Queste esumazioni artistiche sono senza dubbio altamente lodevoli, e fanno onore alla coscienza e al sentimento d'arte di chi le intraprende. Certo in teoria sarebbe desiderabile che questi capolavori dell'arte grande, dell'arte classica fossero eseguiti con la più devota religione e il più scrupoloso rispetto all'illustre cadavere che si dissotterra, così da non scomporre neppure un nastro del suo giustacuore. Ma per tradurre ciò in pratica, per poter rappresentare nella loro integrità i drammi di Shakespeare bisognerebbe cominciare dal costruire dalle fondamenta un teatro apposito, che a sua volta fosse in grado di plasmare e di formare un pubblico apposito, — un pubblico che vada a teatro per istruirsi, per coltivare lo spirito e non per divertirsi — e anche a costo di non divertirsi. Sino a quando questo teatro e questo pubblico non ci sieno, ci troveremo sempre stretti fra le due corna di questo dilemma: o lasciare che il pubblico italiano ignori per sempre quei capolavori — o apprestarglieli in modo che per accettarli col dovuto rispetto, non debba fare soverchia violenza alle proprie consuetudini, al propro gusto di postero — a quella che Dumas padre, chiamava la propria *potenzialità digerente* — appunto per impedire che la reazione alla fattagli violenza lo trascini a qualche atto di irriverenza — che sarebbe un vero delitto di profanazione.

La *bisbetica domata* fu sinora la sola novità importante che il Novelli ci abbia dato in questa stagione — perchè il *Veglione* con cui la aperse e di cui si diedero molte repliche, non merita certo il nome di *novità*, non essendo che una delle solite *pochades*, coi soliti congegni i soliti equivoci e le solite caricature — messi in scena col solito ricettario così che si rassomigliano tutte, e udita una si può dire di conoscerne la intera famiglia.

La *bisbetica domata* tenne per una intera settimana il cartellone del *Valle* — divertì il pubblico, lo fece ridere senza che gli accadesse di vergognarsi alla fine della serata delle proprie risate. Il tentativo di Novelli — nel quale del resto fu preceduto da Coquelin, che rappresentò questa commedia col titolo *La mégère apprivoisée*, anche in Italia — non è più un tentativo, avendo avuto la sanzione del pubblico — e il pubblico ha fatto il dover suo — perchè non si discutono lavori di questo genere, portati alla luce del mondo attuale dagli scavi coscienziosi fatti nel mondo del passato. — Il pubblico nota soltanto — forse senza dirlo neppure a sè stesso — che anche all'epoca di Shaikespeare si facevano di quel genere di lavori che oggi si chiamano *pochades*, e che il metodo di fabbricazione era presso a poco lo stesso del presente; ottenere l'effetto comico a costo di qualunque assurdo, di qualunque inverosimiglianza, di qualunque esagerazione nei caratteri dei personaggi, e nello svolgimento delle situazioni.

Certo notò che il sistema di cui si vale lo strambo marito per *domare* quella stramba *Caterina*, stizzosa, permalosa, collerica, manesca — sistema che consiste nella formula, *fame, astinenza* e *sonno*, che esso applica così goffamente — è brutale ed assurdo — che i travestimenti coi quali gli aspiranti alla mano della sorella s'introducono nella casa paterna, valgono di fronte alla verità gli equivoci sui quali si impernano le *pochades* moderne — ma pensò pure che al genio, il quale creò *Macbeth, Amleto, Otello, Riccardo III, Re Lear*, il *Mercante di Venezia*, nessuno poteva contestare la facoltà di sbizzarrirsi — per intermezzo, per distrazione, per svago — a creare uno di questi lavori dei quali il grottesco è la base — e tutto al più domandò a sè stesso se il confronto tra questa commedia e le grandi tragedie Shekesperiane non possa legittimare il dubbio, messo innanzi negli ultimi anni, che sotto la *ditta colletiva* di *Shakespeare*, si raccolga un certo numero di autori, diversi per indole e per valore — o se non sia legittimo il dubbio sulle autenticità Shakespeariana del lavoro — e, infine, se valesse proprio la pena di dedicare tante cure di onesto e intelligente studio, di diligente allestimento scenico e di interpretazione artistica quante gliene dedicò il Novelli, per riportare sul nostro palcoscenico questo capriccio comico del grande tragico.

E tanto più in quanto che il paziente e coscienzioso lavoro del Novelli non aveva in questo caso un corrispettivo nella voluttà artistica che egli prova in creare un tipo nuovo e vario, una fisonomia insolita, storicamente o drammaticamente caratteristica. Quel tal marito è un uomo molto dozzinale, una fisonomia che non si distingue da tante altre un carattere tutto di un colore — e ci volle tutto l'ingegno e lo sforzo con cui il Novelli si propose di dargli una impronta speciale, per dare rilievo ai connotati di quel personaggio che, se il rispetto per Shakespeare non lo vietasse, si direbbe volgare.

Ad ogni modo queste recite della *Bisbetica domata* furono il solo avvenimento teatrale di tutta questa prima parte della stagione invernale — e dobbiamo essere grati al Novelli se un soffio fresco e sano d'arte alta e vera passandoci sul volto dissipò il pesante sopore, scetticamente apata, del nostro pubblico e della nostra critica.

L. FORTIS.

NOTIZIE VARIE

Carta geografica di Cristoforo Colombo. — Nel 1892, ricorrendo il quarto centenario della scoperta dell'America, fatta dal grande genovese, furono non pochi gli studi speciali che si iniziarono per la scoperta stessa.

Non pochi scienziati e letterati colsero l'occasione delle feste colombiane per darsi a speciali ricerche sull'azione di Colombo. Uno di questi fu il dottor von Wieser, professore di geografia all'Università d'Insbruck; le ricerche maggiori le fece in Italia e fu felice nella biblioteca Strozziana di Firenze di trovare tre carte geografiche, che si ritengono essere state disegnate dal celebre navigatore.

Se due di queste carte, ora pubblicate dal prof. von Wieser, possono per una ragione o per l'altra far dubitare della mano che le disegnò, la terza sembra che non ammetta discussione.

Come è noto Colombo nel suo quarto viaggio esplorò la costa del l'America Centrale e ne disegnò la carta, aiutato dal suo fratello minore Bartolomeo. Questi, ritornato in Italia nei primordi del secolo decimosesto, poco dopo la morte di Cristoforo, avvenuta nel 1506, portò con lui non pochi documenti del fratello, e fra gli altri, la carta di cui parlo ed una interessante descrizione della costa esplorata.

Queste caddero dopo poco tempo nelle mani di Alessandro Strozzi, celebre collezionista di carte e racconti geografici; dalla casa Strozzi furono donate alla Biblioteca di Firenze, dove le ha ritrovate il von Wieser.

La carta geografica di cui parliamo trova la sua autenticità negli errori stessi con cui è redatta. Infatti è notorio come Colombo credesse d'essere arrivato sulla costa orientale dell'Asia e ritenesse dover essere l'Oceano Indiano quel mare che gli indigeni gli assicuravano essere al di là, verso Ovest, dalla terra su cui era disceso. Egli riteneva che l'attuale America Centrale e l'istmo di Panama non fossero che il prolungamento dell'Asia e che navigando al Sud dovesse presto giungere alle coste indiane e quindi a quella famosa isola di Cipangoi che le tradizioni ed i racconti enfatici dei primi selvaggi scoperti, facevano credere piena d'oro.

Tali errori geografici sono riprodotti nella carta pubblicata dal von Wieser, mercè le indicazioni scrittevi dal Colombo stesso e dal fratello Bartolomeo.

A noi pare che non vi debba quindi esser dubbio sull'autenticità dell'autore di quella carta, però non è fuor di luogo accogliere la notizia con riserva, giacchè le ricerche storiche non hanno detto ancora l'ultima parola sul grande italiano. Quali errori non contiene la vita di lui, scritta dallo stesso suo figlio Ferdinando! Quanti ritratti di lui, ritenuti per secoli per autentici, non si sono poscia dichiarati apocrifi? Non è ancora incerto il luogo preciso della sua nascita?

Il commercio degli Stati Uniti d'America. — Dalle statistiche ufficiali che ci giungono da Washington rileviamo che le esportazioni negli Stati Uniti per lo scorso novembre ascesero a 91,640,909 dollari con una diminuzione di sei milioni di dollari sul novembre del 1892. Le importazioni furono per 40,256,152 dollari, con una diminuzione di 18,400,000 dollari sul novembre del 1892.

Per i primi undici mesi dell'anno il risultato totale è il seguente:

Esportazione: 782,551,510 dollari con una diminuzione di 48,378,000 dollari sullo stesso periodo dell'anno 1892.

Importazione: 726.850 047 dollari, con una diminuzione di dollari 48,3928,70 sullo stesso periodo del 1892.

Carne conservata d'Australia. — I primi esperimenti della carne conservata, venuta delle colonie australiane del Queensland in Inghilterra, hanno dato buoni risultati. Questo commercio speciale è desti-

nato a prendere uno sviluppo considerevole, se riescono i tentativi che ora si fanno per introdurne l'uso in Germania.

Un recente contratto, stipulatosi a Londra fra le case Weddel e Turner, stabilisce l'invio ad Amburgo di 150 tonnellate di carne di bove australiana a titolo di prova.

Le carni conservate, da Brisbane e da Townsville vanno direttamente a Londra, e da questa città, mercè i piroscafi della *General Steam Navigation Company*, che hanno camere refrigeranti, partono per Amburgo. Ivi giunto il carico, si deposita in un magazzino refrigerante, appositamente costruito nei Docks, per essere distribuito po nei principali mercati della Germania del Nord. Il prezzo di queste carni, reso ad Amburgo, è di 35 centesimi la libbra, aggiungendovi il dazio d'importazione di centesimi 7 1½ si ha un totale di centesimi 42 1½ ogni libra, cioè L. 1,27 1½ il chilo.

Dallo scorso mese di agosto, gli arrivi a Londra di carne di bove conservata dal Queensland si calcolano a 1,500 tonnellate per mese.

Canale di Suez. — Nel mese di novembre passarono il canale 222 piroscafi, così divisi per nazione: 151 inglesi, 22 tedeschi, 14 olandesi, 12 francesi, 8 austro-ungarici, 7 turchi, 4 italiani, 2 spagnoli, 1 svedese ed 1 americano.

Di questi 222 piroscafi, 4 erano da guerra, 2 scarichi e 216 carichi con 520,862 tonnellate di merci.

Finanze russe. — Il bilancio dell'Impero russo chiusosi il 31 dicembre presenta i seguenti dati: 1,083,601,000 rubli di entrate ordinarie ed 1,004,823,000 rubli di entrate straordinarie, calcolandovi pure 19,765,000 rubli provenienti dagli ultimi incassi del prestito in oro emesso nel 1891.

La spesa ordinaria ascende a 1,590,013,000 rubli e la straordinaria a 981,223,000 rubli. In questa somma sono compresi 102,387,000 rubli per costruzioni di ferrovie e di porti; 65,293,000 per nuovi armamenti; 35,000,000 per operie pie; 1,385,000 per la ferrovia siberiana.

Per l'esercizio incominciato si ha una previsione nelle entrate ordinarie di 43,601,000 rubli in più e nelle spese ordinarie un supero di 33,532,000 rubli.

Tra le spese ordinarie del 1894 figurano per il servizio del debito pubblico 257,877,000 rubli; per il Ministero della guerra 240,336,000 e per la marina 51,231,000.

Al 15 dicembre scorso, il governo russo aveva a sua disposizione 233,413,000 rubli in oro o in carta pagabile in oro; 8,942,000 rubli in argento e 50,631,000 rubli in carta.

Popolazione inglese. — Il governo britannico ha pubblicato i risultati del censimento, eseguitosi nel 1891. Togliamo dal documento ufficiale i seguenti dati, che ci sembrano molto interessanti.

Nell'aprile del 1891 la popolazione del Regno Unito era di 29,002,525 abitanti, con un supero sul censimento fattosi nel 1881 di 3,028,000 abitanti.

La superficie di tutto l'Impero Britannico (Europa, e colonie) è di 28,479,000 chilometri quadrati, cioè tre volte l'estensione di tutta l Europa. Essa è popolata complessivamente da circa 372 milioni di anime, delle quali 292 milioni in Asia, 29,500,000 in Africa, 6,700,000 in America, 9,276 in Australia. Il rimanente in Europa fra la Gran Bretagna propriamente detta ed i paesi europei in potere dell'Inghilterra.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

CARRARA, 15. — Nei noti disordini furono rotte le comunicazioni telegrafiche e telefoniche e si fece un tentativo per fare deviare il treno ferroviario ad Avenza.

Furono operati numerosi arresti.

Il brigadiere dei carabinieri, ferito l'altra notte, è morto.

Il rinforzo della guarnigione ha rassicurato la cittadinanza.

MODICA, 15. — È giunta della truppa, che venne accolta festosamente dalla popolazione al grido di: *Viva l'Esercito! Viva l'Italia.*

Continua la calma nel circondario.

BOMBAY, 14. — Diretto ad Hong-Kong, è partito il piroscafo *Bisagno*, della Navigazione generale italiana.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano

Il dì 14 gennaio 1894.

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 49.6.

Barometro a mezzodì		767.7
Umidità relativa a mezzodì		58
Vento a mezzodì	Nord debole.	
Cielo	sereno.	
Termometro centigrado	Massimo	9.°5
	Minimo	1.°1 sotto zero
Pioggia in 24 ore: mm. — —		

Li 14 gennaio 1894.

In Europa pressione leggermente bassa all'occidente, notabilmente elevata sull'Ungheria, alta sulla Russia, Brest 756; Zurigo 768; Budapest 775.

In Italia nelle 24 ore: barometro alquanto disceso, cielo vario con qualche pioggia al Sud; temperatura molto diminuita al Nord e Centro e bassissima, brina e gelo fuorchè al Sud; venti deboli settentrionali.

Stamane: cielo sereno al Nord e Centro, nuvoloso al Sud del continente, qua e là piovoso in Sicilia; venti freschi settentrionali al Sud, calmo altrove.

Barometro da 770 a 771 mm. al Nord e nel medio versante adriatico, a 767 in Sardegna, a 766 all'estremo Sud.

Mare agitato a Brindisi, mosso lungo la costa Ionica.

Probabilità: venti deboli del primo quadrante; cielo vario; gelate e brinate.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano.

Il dì 15 gennaio 1894.

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 49.6.

Barometro a mezzodì		769.7
Umidità relativa a mezzodì		58
Vento a mezzodì	Nord debole.	
Cielo	sereno.	
Termometro centigrado	Massimo	10.°0.
	Minimo	1.°5 sotto 0
Pioggia in 24 ore: — —		

Li 15 gennaio 1894.

In Europa pressione relativamente bassa al Nordovest, da 770 a 771 mm. dalla Svizzera all'Austria-Ungheria, massima al Centro della Russia, Belmullet 752; Amburgo 763; Zurigo 770; Budapest 672; Mosca 775.

In Italia nelle 24 ore: barometro leggermente disceso al Nord; salito al Sud; qualche pioggiarella lungo la costa sicula orientale, qualche nebbia nella valle padana; brinate e gelate fuorchè all'estremo Sud, temperatura sempre molto bassa; calma di vento.

Stamane: cielo nuvoloso al Sud della Sicilia, sereno altrove; venti deboli settentrionali o calma.

Barometro 766 a Cagliari, Malta, 770 mm. all'estremo Nord.

Mare calmo.

Probabilità: venti deboli settentrionali; cielo generalmente sereno; gelo e brina.

BOLLETTINO METEORICO
DELL' UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 14 gennaio 1894.

STAZIONI	STATO DEL CIELO 8 m.	STATO DEL MARE 8 m.	TEMPERATURA Massima	Minima
			nelle 24 ore precedenti	
Porto Maurizio	sereno	calmo	14 5	3 2
Genova	sereno	calmo	10 9	4 3
Massa Carrara	sereno	calmo	7 0	0 5
Cuneo	sereno	—	5 5	— 1 5
Torino	sereno	—	— 2 4	— 9 6
Alessandria	sereno	—	— 3 6	—12 8
Novara	1[4 coperto	—	— 0 2	— 8 5
Pavia	caligine	—	— 0 9	—12 8
Milano	nebbioso	—	— 3 1	— 8 4
Como	—	—	—	—
Sondrio	3[4 coperto	—	2 2	— 3 2
Bergamo	sereno	—	4 8	— 0 9
Brescia	sereno	—	— 3 6	—11 0
Cremona	coperto	—	— 4 4	—10 1
Mantova	coperto	—	— 3 0	— 8 3
Verona	sereno	—	— 0 4	—13 1
Vicenza	—	—	—	—
Belluno	nevica	—	1 6	— 6 0
Udine	sereno	—	8 2	— 5 0
Treviso	1[4 coperto	—	2 5	— 4 0
Venezia	sereno	calmo	1 6	— 7 2
Padova	sereno	—	— 1 8	—12 0
Rovigo	coperto	—	— 2 6	— 9 4
Piacenza	nebbioso	—	— 4 2	—15 0
Parma	sereno	—	— 5 3	—12 8
Reggio Emilia	—	—	—	—
Modena	sereno	—	— 2 7	—13 4
Ferrara	nebbioso	—	— 4 6	—10 5
Bologna	sereno	—	— 2 5	—10 8
Ravenna	sereno	—	0 2	—12 7
Forlì	sereno	—	— 2 0	— 9 2
Pesaro	sereno	legg. mosso	4 1	— 8 2
Ancona	sereno	calmo	3 6	0 0
Camerino	sereno	—	0 1	— 4 6
Ascoli Piceno	sereno	—	4 4	- 2 5
Perugia	sereno	—	4 8	— 1 5
Lucca	—	—	—	—
Pisa	sereno	—	10 5	— 5 6
Livorno	sereno	calmo	9 0	— 0 6
Firenze	sereno	—	8 0	— 4 0
Arezzo	sereno	—	7 9	— 4 8
Siena	sereno	—	5 6	— 1 9
Grosseto	sereno	—	9 4	— 3 4
Roma	sereno	—	9 3	— 1 1
Teramo	sereno	—	5 6	— 2 1
Chieti	sereno	—	5 4	— 7 2
Aquila	—	—	- 2 5	— 9 8
Agnone	sereno	—	3 8	— 4 2
Foggia	—	—	—	—
Bari	1[2 coperto	calmo	7 5	4 2
Lecce	1[4 coperto	—	10 2	5 0
Caserta	sereno	—	10 5	4 2
Napoli	1[4 coperto	mosso	8 1	3 6
Benevento	sereno	—	9 0	— 0 2
Avellino	coperto	—	6 3	1 5
Salerno	—	—	—	—
Potenza	coperto	—	2 0	— 1 1
Cosenza	1[2 coperto	—	9 8	4 0
Tiriolo	coperto	—	5 4	— 0 6
Reggio Calabria	coperto	calmo	12 1	8 1
Trapani	3[4 coperto	—	14 0	7 9
Palermo	piovoso	legg. mosso	14 0	5 7
Porto Empedocle	1[2 coperto	calmo	14 0	8 0
Caltanissetta	sereno	—	6 8	2 5
Messina	coperto	calmo	12 2	7 7
Catania	piovoso	mosso	12 1	7 0
Siracusa	piovoso	mosso	12 4	7 6
Cagliari	sereno	calmo	11 5	2 5
Sassari	1[1 coperto	—	10 7	2 5

BOLLETTINO METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 15 gennaio 1894.

STAZIONI	STATO DEL CIELO 8 m.	STATO DEL MARE 8 m.	TEMPERATURA Massima	Minima
			nelle 24 ore precedenti	
Porto Maurizio	sereno	calmo	14 0	4 0
Genova	sereno	calmo	10 1	5 1
Massa Carrara	sereno	legg. mosso	7 0	0 5
Cuneo	sereno	—	4 9	— 0 9
Torino	sereno	—	— 0 8	—10 2
Alessandria	sereno	—	— 3 2	—11 2
Novara	1[4 coperto	—	— 0 4	— 6 4
Pavia	sereno	—	— 0 2	—13 3
Milano	sereno	—	— 1 5	— 9 5
Como	—	—	—	—
Sondrio	sereno	—	4 1	— 3 2
Bergamo	sereno	—	5 6	0 4
Brescia	sereno	—	1 5	— 4 5
Cremona	sereno	—	— 3 9	—11 0
Mantova	sereno	—	— 2 0	—10 0
Verona	sereno	—	— 0 8	—10 8
Vicenza	—	—	—	—
Belluno	sereno	—	0 2	— 6 6
Udine	sereno	—	4 6	— 4 6
Treviso	1[4 coperto	—	2 3	— 5 5
Venezia	nebbioso	calmo	2 0	— 7 0
Padova	sereno	—	— 2 6	—13 7
Rovigo	caligine	—	— 4 4	—10 6
Piacenza	sereno	—	— 6 0	—13 9
Parma	sereno	—	— 3 7	— 8 8
Reggio Emilia	—	—	—	—
Modena	sereno	—	— 2 8	— 8 3
Ferrara	sereno	—	— 6 7	—10 5
Bologna	sereno	—	— 1 3	— 8 5
Ravenna	sereno	—	0 0	— 9 0
Forlì	sereno	—	— 1 0	—10 0
Pesaro	sereno	calmo	2 1	— 7 8
Ancona	sereno	—	3 3	— 1 2
Camerino	sereno	—	0 9	— 2 5
Ascoli Piceno	sereno	—	5 2	— 2 2
Perugia	sereno	—	5 4	— 1 2
Lucca	—	—	—	—
Pisa	sereno	—	10 0	— 5 5
Livorno	sereno	calmo	8 0	0 3
Firenze	sereno	—	6 5	5 1
Arezzo	sereno	—	7 0	— 5 2
Siena	sereno	—	5 0	— 2 3
Grosseto	1[4 coperto	—	9 0	— 1 4
Roma	sereno	—	9 5	— 1 5
Teramo	sereno	—	6 3	— 1 8
Chieti	sereno	—	5 8	— 6 0
Aquila	sereno	—	— 2 0	—11 0
Agnone	sereno	—	5 8	— 3 7
Foggia	nebbioso	—	7 9	0 9
Bari	1[4 coperto	calmo	8 8	3 1
Lecce	sereno	—	10 9	3 5
Caserta	sereno	—	10 6	3 7
Napoli	sereno	calmo	8 6	4 6
Benevento	sereno	—	8 5	— 1 7
Avellino	sereno	—	6 8	3 0
Salerno	—	—	—	—
Potenza	3[4 coperto	—	2 8	— 1 0
Cosenza	sereno	—	10 2	3 4
Tiriolo	sereno	—	6 0	— 0 6
Reggio Calabria	1[4 coperto	calmo	13 0	7 4
Trapani	sereno	calmo	13 1	6 1
Palermo	sereno	calmo	15 1	2 1
Porto Empedocle	1[4 coperto	calmo	14 0	8 0
Caltanissetta	coperto	—	6 4	2 4
Messina	sereno	—	12 2	6 8
Catania	3[4 coperto	mosso	10 5	6 5
Siracusa	3[4 coperto	mosso	12 1	7 5
Cagliari	sereno	calmo	11 9	5 0
Sassari	1[4 coperto	—	10 0	2 8

LISTINO OFFICIALE della Borsa di Commercio di Roma del dì 15 gennaio 1894.

GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI IN CONTANTI	Cor. Med.	PREZZI IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	PREZZI IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	PREZZI nominali
1 gennaio 94	—	—	RENDITA 5 0[0 1ª grida		— —	86,— 85,97 1[2 95 92 1[2	77 1[2 72 1[2 70 77 1[2 90	— — 1)
»	—	—	RENDITA 5 0[0 2ª grida	85,70 67 1[2 65 62 1[2	85 67 1[2		(85	— —
»	—	—	detta (piccolo taglio)		— —			— —
1 ottobre 93	—	—	detta 3 0[0 1ª grida		— —			— —
»	—	—	detta 3 0[0 2ª grida		— —			55 —
»	—	—	Certificati sul Tesoro Emissione 1860-64		— —			99 50
»	—	—	Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0[0		— —			90 —
»	—	—	Prestito Romano Blount 5 0[0		— —			96 —
1 dicem. 93	—	—	» Rothschild		— —			105 75
			Obbligazioni Municipali e Credito Fondiario		Cor. Med.			
1 luglio 93	500	500	Obb.i Municipio di Roma 5 0[0		— —			— —
1 ottobre 93	500	500	dette 4 0[0 1ª Emissione		— —			435 —
»	500	500	dette 4 0[0 2ª a 8ª Emissione		— —			425 —
1 giugno 93	500	500	Obb.i Comune di Trapani 5 0[0		— —			497 —
1 ottobre 93	500	500	» Cred. Fond. Banco S. Spirito	353	353 —			— —
»	500	500	» » » Banca Nazionale 4 0[0		— —			480 —
»	500	500	» » » » » 4 1[2 0[0		— —			490 —
»	500	500	» » » Banco di Sicilia		— —			— —
»	500	500	» » » » di Napoli		— —			— —
			Azioni Strade Ferrate					
1 gennaio 94	500	500	Az.i Ferr.e Meridionali		— —	588 586		— — 2)
»	500	500	» » Mediterranee		— —	450		— — 3)
1 luglio 93	250	250	» » Sarde (Preferenza)		— —			— —
1 ottobre 93	500	500	» » Palermo, Mar. Trap. 1ª e 2ª Em.		— —			— —
1 luglio 93	500	500	» » della Sicilia		— —			— —
			Azioni Banche e Società diverse					
3 agosto 93	1000	750	Az.i Banca Nazionale		— —			925 —
1 gennaio 93	1000	1000	» » Romana		— —			400 —
1 luglio 93	300	300	» » Generale	95	95 —	104 03 02 01 01 1[2 100	1[2 100 99 98 97 96 1[2 95	— —
1 gennaio 91	500	500	» » di Roma		— —		(94 93 1[2 95 97 99 98	200 —
1 gennaio 89	8333	8333	» » Tiberina		— —			15 —
1 ottobre 91	500	500	» » Industriale e Commerciale		— —			100 —
1 luglio 93	500	400	» Soc. di Credito Mobiliare Italiano		— —	156 155 1[2		— —
1 gennaio 88	500	500	» » di Credito Meridionale		— —			— —
15 ottobre 93	500	500	» » Anglo-Romana per l'Illuminazione di Roma col Gas ed altri sistemi.		— —	595		— —
1 gennaio 94	500	500	» » Acqua Marcia		— —	925 926 930		— — 4)
1 gennaio 93	500	500	» » Italiana per Condotte d'acqua		— —			109 —
1 luglio 92	500	500	» » Immobiliare		— —			25 —
1 luglio 90	150	150	» » dei Molini e Magazzini Generali		— —			97 —
1 gennaio 89	100	100	» » Telefoni ed App.i Elettriche		— —			— —
1 gennaio 90	300	300	» » Generale per l'Illuminazione		— —			300 —
1 gennaio 93	125	125	» » Anonima Tramway Omnibus		— —	152 151 1[2		— —
1 gennaio 89	150	150	» » Fondiaria Italiana		— —			— —
1 ottobre 90	250	250	» » delle Min. e Fond. Antimonio		— —			— —
»	200	200	» » dei Materiali Laterizi		— —			— —
1 luglio 93	500	500	» » Navigazione Generale Italiana		— —			265 —
1 gennaio 90	250	250	» » Metallurgica Italiana		— —			90 —
1 gennaio 93	250	250	» » della Piccola Borsa di Roma		— —			198 —
1 gennaio 90	100	100	» » Caoutchouc		— —			15 —
1 gennaio 92	250	250	» » An. Piemontese di Elettricità		— —			180 —
1 gennaio 93	250	250	» » Risanamento di Napoli		— —	30 30 1[2		— —
»	250	250	» » di Credito e d'industria Edilizia		— —			— —

1) ex cuop L. 2,17. — 2) Id. L. 12,50. — 3) Id L. 14,50. — 4) Id. L. 12,50.

GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI IN CONTANTI	Cor. Med.	PREZZI IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	PREZZI IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	PREZZI nominali
			Azioni Società Assicurazioni					
1 gennaio 93	100	100	Az.i Fondiaria - Incendio		— —			65 —
»	250	125	» » - Vita		— —			220 —
			Obbligazioni diverse					
1 gennaio 94	500	500	Obb.i Ferroviarie 3 0[0 Emissione 1887-88-89.		— —			270 — 1)
1 luglio 93	1000	1000	» » Tunisi Goletta 4 0[0 (oro).		— —			— —
»	500	500	» Strade Ferrate del Tirreno		— —			464 —
1 ottobre 93	500	500	» Soc. Immobiliare		— —			220 —
»	250	250	» » » 4 0[0		— —			120 —
»	500	500	» » Acqua Marcia		— —			506 —
»	500	500	» » SS. FF. Meridionali		— —			— —
1 luglio 91	500	500	» » FF. Pontebba Alta Italia		— —			— —
1 ottobre 93	500	500	» » FF. Sarde nuova Emissione 3		— —			— —
»	300	300	» » FF. Palermo Mar. Trap. I. S. (oro).		— —			— —
1 luglio 93	500	500	» » FF. Second. della Sardegna		— —			— —
»	250	250	» » FF. Napoli-Ottajano (5 0[0 oro)		— —			235 —
»	500	500	Buoni Meridionali 5 0[0		— —			— —
			Titoli a Quotazione Speciale					
1 ottobre 93	25	25	Obbligazioni prestito Croce Rossa Italiana		— —			— —

SCONTO	CAMBI		PREZZI FATTI	NOMINALI	Informazioni telegrafiche – Firenze	Genova	Milano	Napoli	Torino
$2 \frac{1}{2}$	Francia	90 giorni	— —	113 12 ½	— —	— —	— —	— —	— —
	Parigi	Chèque	— —	113 75	113 90	114 20	114 10	— —	114 —
3 —	Londra	90 giorni	— —	28 43	28 43	— —	— —	— —	— —
	»	Chèque	— —	28 62	— —	28 74	28 69	— —	28 70
	Vienna-Trieste	90 giorni	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
	Germania	Chèque	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

(INFORMAZIONI TELEGRAFICHE sul corso dei cambi trasmesse dai sindacati delle Borse di)

Risposta dei premi . . 29 gennaio — Compensazione . . . 30 gennaio

Prezzi di Compensazione. 29 » — Liquidazione . . . . 31 »

Sconto di Banca 6 % — Interessi sulle Anticipazioni

PREZZI DI COMPENSAZIONE DELLA FINE DICEMBRE 1893

Rendita 5 %	89 50	Az.i Soc. Tramway Omnibus.	163 —
detta 3 %	56 30	» » Molini Mag. Gen.	110 —
Prestito Rothschild 5 %	106 —	» » Immobiliare	26 —
Obb.i Città di Roma 4 %	430 —	» » Fond. Italiana	— —
» Cred. Fond. S. Spirito	365 —	» » Min. Antimonio	180 —
» » » B. Nazion.	489 —	» » Mat. Laterizi	120 —
» » » »	490 —	» » Navig. Gen. Ital.	290 —
Az.i Ferr.e Meridionali	605 —	» » Metallurgica Ital.	90 —
» » Mediterranee	475 —	» » Piccola Borsa	198 —
» Banca Nazionale	1000 —	» » Caoutchouc	16 —
» » Romana	400 —	» » An. Piem. di Elettr.	180 —
» » Generale	130 —	» » Risanamento	22 —
» Banco di Roma	200 —	» » Cred. Ind. Edilizia	— —
» Banca Tiberina	15 —	» » Fondiaria Incendio.	68 —
» Soc. Industriale	100 —	» » » Vita	250 —
» » Cred. Mobiliare	160 —	Obb.i Soc. Immob. 5 %	300 —
» » Gas	635 —	» » » 4 %	120 —
» » Acqua Marcia	980 —	» » Ferroviarie	295 —
» » Condotte d'acqua	125 —	» Ferr. Napoli-Ottajano	235 —
» » Gen. Illuminazione	300 —		

Media dei corsi del Consolidato italiano a contanti nelle varie Borse del Regno.

13 gennaio 1894.

Consolidato 5 % . . . . L. 86 45
Consolidato 5 % senza la cedola del semestre in corso. » 84 28
Consolidato 3 %, nominale . . . . . . » 54 75
Consolidato 3 % senza cedola, nominale . . . . » 53 45

Il Vice Presidente, ff. di Presidente
R. TITTONI.

1) ex coup. L. 6,33.

Per il Sindaco: AUGUSTO PALLADINI.

Visto: Il Deputato di Borsa: TOMMASO REY.

Direttore: Avv. Giovanni Piacentini. Tipografia delle Mantellate *Gerente responsabile:* Tumino Raffaele.